

Burundi : l'ONU déplore la répression des ONG et appelle à un dialogue inclusif

UN News Centre, 25 novembre 2015 Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein (photo), a regretté mercredi la décision prise par les autorités burundaises de suspendre dix organisations non gouvernementales, parmi lesquelles plusieurs organisations travaillant sur des questions relatives à la paix et aux droits de l'homme, comme la torture et les droits des femmes et des enfants.

« Cette suspension semble être une tentative par les autorités burundaises de réduire au silence les voix dissidentes et de limiter l'espace démocratique. Cela diminue les chances de succès du dialogue inter-burundais qui a été proposé et qui constitue une étape clef pour éloigner le pays du chemin de plus en plus ensanglanté sur lequel il est engagé depuis plusieurs mois. C'est très regrettable », a déclaré M. Zeid dans un communiqué de presse. « Aucun des cinq médias suspendus en juin dernier pour raison d'enquête n'a encore pu reprendre ses activités. Il est à craindre que la suspension de ces dix ONG ait des effets similaires et durables », a-t-il ajouté. Le 19 novembre, le Procureur général de la République a demandé aux différentes banques de suspendre les comptes des dix ONG visés par le décret ministériel. « Les organisations de la société civile devraient pouvoir mener leurs activités légitimes sans craindre des représailles et sans être soumises à des restrictions injustifiées », a souligné le Haut-Commissaire. « Malheureusement, la triste réalité est que la société civile burundaise a été affaiblie de manière significative depuis le début de la crise. De nombreux défenseurs des droits de l'homme et militants de la société civile ont été tués, agressés, menacés ou contraints de fuir le pays. » Depuis le mois d'avril, au moins 15 responsables d'ONG ont été forcés de quitter le Burundi après que des menaces aient été proférées à leur encontre ou à l'encontre de membres de leurs familles. Parmi eux, sept sont des responsables des ONG suspendues. Quatre membres d'ONG ont également perdu la vie : deux ont été tués par des membres de la police et deux autres par des hommes armés non identifiés. Le Haut-Commissaire a noté que parmi les groupes suspendus figurait l'APRODH (Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues), une ONG dirigée par Pierre Claver Mbonimpa, un militant bien connu des droits de l'homme qui a été victime d'une tentative d'assassinat en août dernier et dont le fils et le beau-fils ont été tués récemment. Le Haut-Commissaire a mis en garde contre la dégradation de la situation des droits de l'homme et de la sécurité au Burundi et contre les risques de percussions sur le plan régional. « Le nombre de personnes tuées au Burundi continue à augmenter constamment, tout comme le nombre de personnes obligées de fuir leur foyer », a-t-il indiqué, en notant que 277 personnes avaient été tuées depuis avril. Parmi celles-ci, 41 personnes sont mortes depuis le 7 novembre, date de la fin de l'ultimatum fixé par le Président aux Burundais pour qu'ils rendent toutes leurs armes. Plus de 280.000 Burundais ont trouvé refuge dans les pays voisins ou sont déplacés à l'intérieur du pays. « Les attaques ciblées sont aussi en hausse et ont désormais lieu dans des quartiers de Bujumbura jusqu'alors réputés sûrs », a déclaré Zeid Ra'ad Al Hussein. Il a aussi remarqué que les attaques violentes prennent de plus en plus fréquemment pour cible les forces de police et des représentants du gouvernement. Selon M. Zeid, « il existe encore une chance et un espoir de voir le Burundi éviter une véritable guerre civile ». « C'est la raison pour laquelle j'exhorte tous les acteurs de la crise actuelle à s'abstenir de recourir à la violence et à s'engager dans un dialogue constructif et véritablement inclusif », a-t-il conclu.